

Contre Attaque Le procureur de la CPI destitué ...

LE PROCUREUR DE LA COUR PÉNALE INTERNATIONALE DESTITUÉ

***– Harcèlement, sanctions puis mise à pied du magistrat : les puissants du monde agissent comme des mafieux
Nouvelle offre d'emploi : procureur de la Cour Pénale Internationale. Attention, si vous tentez d'appliquer le droit contre Israël et les USA, votre vie sera traînée dans la boue, vos cartes de crédit et comptes bancaires bloqués, vos déplacements seront restreints, le Mossad et la CIA s'en prendront à vos proches. Et finalement, vous tomberez au terme d'un lobbying qui vous aura brisé.
C'est ce qui vient d'arriver au magistrat Karim Khan.***

Pour la première fois dans l'histoire, le procureur à la tête de la Cour Pénale Internationale en exercice est démis de ses fonctions. Le 24 juillet, les 125 États membres de la Cour pénale internationale étaient appelés à voter pour ou contre sa destitution, au siège de l'ONU. 82 pour, 13 contre, 15 abstentions, par vote secret. Fin de carrière, alors qu'il n'a jamais vraiment pu exercer.

Du côté du gouvernement israélien, c'est un triomphe. Le ministre des Affaires étrangères Gideon Sa'ar et ses sbires avaient mené une intense campagne pour sa destitution auprès des États membres. Karim Khan était accusé d'un comportement sexuel «inapproprié» envers une de ses collègues. Ce dernier nie toute relation de quelque nature que ce soit et qualifie le processus d'illégal et injuste sur le plan procédural. Une instrumentalisation qui rappelle l'affaire Julian Assange.

Revenons en arrière. En mai 2024, Karim Khan émettait des mandats d'arrêt contre le premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu, et son ancien ministre de la défense Yoav Gallant, pour «crimes contre l'humanité», «homicide intentionnel» et «extermination et/ou meurtre». C'est la première fois que des dirigeants d'un pays appartenant à ce que l'Occident appelle le «camp démocratique» et «civilisé» étaient visés par une telle procédure. À l'époque, un sénateur

républicain des USA s'inquiétait: «S'ils le font à Israël, nous sommes les prochains». D'ailleurs, sa Cour enquêtait aussi sur des crimes de guerres commis par l'armée étasunienne.

Dès lors, il était l'ennemi à abattre. Douze sénateurs républicains étasuniens lui avaient envoyé une lettre de menace avant qu'il ne publie ses mandats, disant explicitement : «*Si vous ciblez Israël, nous vous ciblerons*». C'est ce qui a été fait. Les USA ont tout tenté pour détruire sa vie.

En février 2025, Donald Trump lançait une salve de sanctions contre Karim Khan. Il avait notamment signé un décret contre la CPI et accusait cette cour d'avoir «engagé des actions illégales et sans fondement contre l'Amérique et [son] proche allié Israël». Karim Khan mais aussi «le personnel de la CPI et leurs familles, ainsi que quiconque considéré comme ayant contribué à ses travaux d'enquête» sur le génocide à Gaza étaient interdits d'entrée sur le territoire des USA. Le Trésor Public avait annoncé le gel de tous leurs avoirs dans le pays. Microsoft a suspendu en mai 2025 le compte du procureur. Cela comprenait le blocage de la boîte mail Outlook de Karim Khan, et donc une impossibilité concrète de travailler, de recevoir des informations et de consulter ses archives. Il a dû migrer vers une messagerie sécurisée basée en Suisse. Quatre magistrates de la Cour pénale internationale étaient aussi visées par des sanctions des USA, le gouvernement Trump estimant que les procédures concernant des soldats américains ou l'exécutif israélien étaient «illégitimes» et «politisées». Netanyahu, aux anges, avait déclaré : «Merci au président Trump et au secrétaire d'État Rubio. Vous avez défendu à juste titre le droit d'Israël, des États-Unis à se défendre contre le terrorisme sauvage».

Karim Khan, éreinté par ces attaques répétées, s'était mis en retrait de sa fonction. Il avait fait état de pressions et de menaces, y compris concernant sa vie privée et ses proches, afin de le dissuader de poursuivre sa procédure contre Israël. En parallèle, le gouvernement du Royaume-Uni, pays dont il est ressortissant, avait fait pression sur lui.

En mai 2024, les premières allégations «d'inconduite» étaient sorties, juste après qu'il ait ordonné l'arrestation de Netanyahu. Le 9 juillet 2026, les USA sanctionnaient la

rapporteuse spéciale des Nations Unies sur la Palestine, Francesca Albanese, en raison de sa coopération avec la Cour Pénale Internationale. Finalement, le 24 juillet donc, Karim Khan est évincé.

Ses mandats d'arrêt n'ont jamais été appliqués, alors que plusieurs États occidentaux étaient tenus de le faire.

Netanyahou a pu fouler le sol de l'Union Européenne, survoler la France en avion et parader aux USA sans jamais être inquiété, en violation totale du droit.

MAINTENANT QUE LE PROCUREUR EST TOMBÉ, QUI OSERA FAIRE RESPECTER CETTE PROCÉDURE ? QUI RISQUERA DE SUBIR LE MÊME SORT ?

Évidemment, Netanyahou se félicite, mais il veut aller plus loin. Il demande désormais aux États-Unis de démanteler complètement la Cour. Il vient de déclarer lors d'un discours : «Je discute avec Marco Rubio [le secrétaire d'État de Trump] sur la question d'agir contre cette institution qui menace l'ordre mondial et menace aussi le droit des démocraties de mettre en œuvre leur souveraineté».

Les puissants du monde agissent comme des chefs de gang qui éliminent ceux qui les dérangent. L'ONU n'a plus aucun pouvoir et est discréditée. L'Occident arme sans aucun complexe un génocide. La justice internationale, qui régulaient tant bien que mal les conflits dans le monde, est broyée par la plus grande puissance militaire. Il ne reste quasiment plus d'État qui fasse encore semblant de respecter les règles les plus élémentaires qui fondaient l'ordre mondial depuis 1945.

LES RARES MAGISTRATS QUI FONT ENCORE LEUR TRAVAIL SONT LIQUIDÉS. NOUS ENTRONS DANS UNE NOUVELLE ÈRE DE BARBARIE DONT GAZA EST L'ÉPICENTRE.